



Lettre ouverte de la CNL au nouveau Président de la République

Monsieur le Président de la République,

En votre qualité de nouveau Président de la République, la Confédération Nationale du Logement, première association de locataires, agréée association de consommateurs, de jeunesse et d'éducation populaire se permet d'attirer votre attention sur la problématique particulière du logement dans notre pays.

Lors de la campagne électorale, la CNL est sortie de sa réserve, non pour soutenir un projet mais pour appeler l'ensemble des électeurs à éviter un péril, celui de l'extrême-droite. En effet, les valeurs que nous portons, de solidarité et de vivre-ensemble, et notre activité même auraient été menacées par l'arrivée au pouvoir d'un parti xénophobe et raciste.

Nous attendons de votre action des solutions durables pour résoudre les difficultés de logement que vivent de trop nombreuses familles. En effet, quatre millions de personnes sont mal-logées, deux millions de familles sont en attente de l'attribution d'un logement social, et parfois depuis des années. Les locataires expulsés de leur logement sont de plus en plus nombreux, près de 150 000 personnes sont sans-abri.

Si la CNL se tient à l'écart de la politique partisane, elle ne renonce pas pour autant à porter les aspirations, les besoins, les attentes des habitants auprès des institutions et des responsables politiques. A ce titre, nous avons formulé des propositions **Audacieuses** et **Ambitieuses** dans notre manifeste « Priorité aux Habitants ». Ces propositions sont le fruit de notre action militante et de notre implantation dans plus de 4600 quartiers.

La priorité doit être la lutte contre les loyers chers. Le logement est un droit fondamental de la personne, et non une marchandise. C'est pourquoi nous demandons :

- Un moratoire sur toutes les hausses de loyer
- Une revalorisation des aides au logement
- Un élargissement et un renforcement de l'encadrement des loyers

Certaines de ces revendications entrent en contradiction avec ce que vous avez annoncé pendant votre campagne, notamment lorsque vous avez déclaré vouloir revenir sur l'encadrement des loyers.

Concernant les expulsions locatives, nous considérons que cette pratique, contraire au droit au logement, doit être éradiquée. Pour cela, nous portons la proposition d'une **sécurité sociale du logement** qui permettra de couvrir les retards de loyers et de mensualités dus aux accidents de la vie. Ce dispositif serait financé par une contribution mutualisée des acteurs. Solution de solidarité nationale et universelle qui permettra de garantir les revenus locatifs des propriétaires tout en maintenant les locataires ou les accédants dans leur logement, cette sécurité sociale du logement serait une grande conquête sociale du 21^{ème} siècle, à l'image de celles conquises par nos aînés après la seconde guerre mondiale et qui font aujourd'hui partie de notre pacte républicain.

De plus, pour résoudre la crise du logement, nous pensons qu'il est nécessaire de développer de manière ambitieuse le service public du logement. L'Etat doit être le principal financeur d'un investissement public à la hauteur des besoins, tant pour la construction que pour la réhabilitation des logements sociaux.

Par ailleurs, vous avez pu constater lors de votre campagne une fracture de la société qui ne pourra être résolue qu'avec une mixité sociale et de la diversité des profils dans nos quartiers.

Il faut donc tout faire pour maintenir le modèle généraliste HLM, notamment en agissant immédiatement pour le relèvement des plafonds, le droit au maintien dans les lieux et l'abrogation du surloyer.

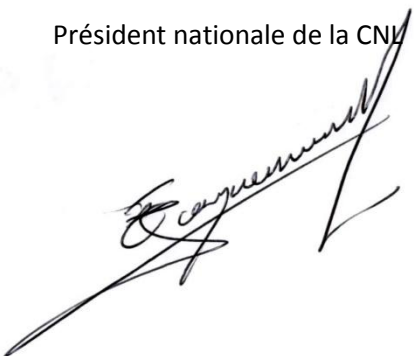
Nous sommes persuadés que votre mandat sera marqué par le dialogue avec la société civile et notamment les organisations représentatives des locataires et consommateurs. Nous avons noté, à ce titre, votre volonté d'ouvrir le Conseil Economique Social et Environnemental aux associations. Celles qui œuvrent pour le droit au logement, et qui représentent les locataires doivent y avoir leur place.

Je suis, ainsi que l'ensemble des dirigeants de la Confédération Nationale du Logement, disponible pour vous rencontrer afin d'échanger sur l'ensemble de ces sujets et vous convaincre que nos propositions sont réalisables et en adéquation avec les besoins urgents de la population.

En vous présentant, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération.

Eddie JACQUEMART

Président nationale de la CNL

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'E. Jacquemart', written over a horizontal line. The signature is stylized and cursive.